

VENDREDI 7 SEPTEMBRE 2012

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Politique](#) > [Québec](#) > [Résultat des élections - Sournoise division du vote](#)

Résultat des élections - Sournoise division du vote

Danic Parenteau - Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean 7 septembre 2012 Québec



Photo : La Presse canadienne (photo) Graham Hugues

Pauline Marois faisant campagne dans Gouin, une circonscription finalement remportée par Françoise David, de Québec solidaire. Un gouvernement majoritaire était à portée de main du Parti québécois - il ne manquait que 9 sièges. Or, il échappa à la famille souverainiste en raison de l'éparpillement du vote entre trois partis politiques.

Les forces souverainistes se sont lancées dans la campagne électorale en rang dispersé. La démarche du Front uni a échoué. Le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale ont tous trois opté pour une stratégie du tout ou rien. Cette division du vote s'est traduite le 4 septembre par cette victoire en demi-teinte. Un pouvoir majoritaire était possible, mais c'est d'un gouvernement minoritaire dont les forces souverainistes devront se contenter.

Les militants de ces trois formations, aux personnalités politiques distinctes, ont certainement des raisons différentes pour aspirer à faire du Québec un pays. Des différences légitimes, qu'il ne sert à rien de vouloir gommer. Mais force est de reconnaître que si ces formations persistent à vouloir continuer à lutter en ordre dispersé, le rêve commun qu'elles poursuivent risque de rester ce qu'il n'a été jusqu'ici : un simple rêve.

L'échec d'une majorité en raison de la division du vote

Dans le système parlementaire britannique québécois, la différence entre un gouvernement minoritaire et un gouvernement majoritaire ne tient souvent qu'à quelques votes. La dernière élection ne fait pas exception.

Le Parti québécois a réussi à obtenir 54 sièges, la députation de Québec solidaire s'élève

maintenant à deux, alors qu'Option nationale échoua à faire élire un seul député. Or, dans 13 circonscriptions (Laporte, Drummond -Bois-Francis, Jean-Lesage, Hull, Jean-Talon, L'Assomption, Papineau, Saint-Jérôme, Mille-Îles, Orford, Verdun, Groulx et Maskinongé), la défaite du Parti québécois est attribuable à une différence de moins de 5 % de voix aux dépens d'un candidat libéral ou caquiste, alors que dans ces comtés, la combinaison des votes pour Québec solidaire et Option nationale aurait permis une victoire des souverainistes. C'est également la division du vote qui explique la défaite des forces souverainistes dans Nicolet-Bécancour et dans Laurier-Dorion.

Un gouvernement majoritaire était à portée de main - il ne manquait que 9 sièges. Or, il échappa à la famille souverainiste en raison de l'éparpillement du vote entre trois partis politiques. Surmonter cette division avant la prochaine joute électorale, laquelle pourrait venir rapidement, devrait constituer l'objectif politique le plus urgent pour ces trois formations.

Une stratégie à adopter

Pour contrer cette division du vote, trois options sont envisageables.

Absorption. Premièrement, l'un des trois partis parvient à absorber les deux autres partis. D'un côté, à court terme, force est de reconnaître que Québec solidaire et Option nationale en seraient incapables. Ces deux partis constituent des forces politiques non négligeables - Québec solidaire ayant obtenu un peu plus de 6 % du vote au niveau national et Option nationale, un peu moins de 2 % -, mais insuffisamment puissantes pour amener les militants péquistes à se rallier à eux.

De l'autre côté, le Parti québécois peut certes prétendre être la véritable coalition souverainiste, déplorer la division des votes ou blâmer les deux autres partis pour cette division - il n'y aurait effectivement pas de division si Québec solidaire et Option nationale n'existaient pas, mais ils existent. Le pouvoir d'attraction du Parti québécois n'est plus ce qu'il était au sein de sa grande famille politique. Et il est aujourd'hui insuffisant pour contrer l'éparpillement des troupes souverainistes.

Élimination. Deuxièmement, l'un des trois partis peut tenter d'affaiblir suffisamment les deux autres partis pour qu'ils cessent de représenter une « nuisance » pour lui. D'une part, on peut douter de l'efficacité de cette tactique, compte tenu du rapport de force qui existe entre les trois formations en présence. D'autre part, y recourir risquerait au contraire de produire l'effet contraire : cela contribuerait certainement à conforter les militants des deux autres partis qu'ils ont toutes les raisons du monde de continuer d'exister en tant que formation politique distincte.

Front uni. Troisièmement, les trois partis souverainistes s'entendent pour une coalition, un front uni ou un pacte électoral. Cette dernière option est la seule réalisable à court terme.

Une grande alliance des souverainistes

De manière générale, il faudra bien un jour que cette famille politique parvienne à contrer cet éparpillement des votes. Il ne s'agit pas de gommer les différences qui existent entre ces formations. Mais sans une grande alliance, cette famille politique risque de ne pouvoir espérer mieux que les résultats du 4 septembre.

Il faudra un jour que ceux qui se disent d'abord progressistes avant d'être souverainistes (de nombreux militants de Québec solidaire) admettent que leur projet politique ne sera réalisable que lorsqu'ils parviendront à combiner leurs efforts avec ceux qui se disent d'abord souverainistes - avant d'être progressistes ou souverainistes tout court (de nombreux militants du Parti québécois).

Cela relève d'une exigence stratégique. Mais à l'opposé, ceux qui se disent d'abord souverainistes avant d'être progressistes ou exclusivement souverainistes (de nombreux militants péquistes) doivent reconnaître que sans la capacité de mobilisation dont sont capables les progressistes (ce

qu'ils ont amplement démontré tout au long du « printemps érable »), ils risquent de ne pas être en mesure de réaliser le rêve de pays.

Pareillement, les pressés de l'indépendance (les militants d'Option nationale) doivent voir que malgré toute l'audace et la force de conviction dont ils sont capables, ils n'y arriveront pas seuls ; ils ont besoin des souverainistes moins pressés qui militent au sein de Québec solidaire et du Parti québécois. Mais à l'opposé, ces souverainistes moins pressés doivent également comprendre qu'il est parfois important, pour des considérations de diversité des tactiques, d'avoir à sa disposition des « troupes de choc » pour mener à bout un projet d'une telle ampleur.

Or, une telle alliance ne sera possible que lorsque les uns et les autres, militants de ces trois partis, seront capables de mettre de côté l'hyperpartisanerie. En politique, la partisanerie, même à grande dose, peut représenter une arme politique extrêmement efficace, dans la mesure où démontrer de la conviction et de la détermination peut produire un effet de ralliement. Mais lorsque celle-ci se transforme en dogmatisme et confine au purisme idéologique, elle devient alors contre-productive.

Danic Parenteau - Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean

Québec solidaire, Pauline Marois, souveraineté, gouvernement minoritaire, Parti Québécois (PQ), Option nationale

Haut de la page

Recommander 125

Tweeter 39

6